Frédéric STROH et Peter M. QUADFLIEG (dir.),
*L'incorporation de force dans les territoires annexés par
le III^e Reich / Die Zwangsrekrutierung in den vom
Dritten Reich annektierten Gebieten. 1939-1945*

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016

Vincent Artuso

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/Allemagne/613>

DOI : 10.4000/Allemagne.613

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 29 décembre 2017

Pagination : 513-515

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Vincent Artuso, « Frédéric STROH et Peter M. QUADFLIEG (dir.), *L'incorporation de force dans les territoires annexés par le III^e Reich / Die Zwangsrekrutierung in den vom Dritten Reich annektierten Gebieten. 1939-1945* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 49-2 | 2017, mis en ligne le 29 décembre 2017, consulté le 24 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/Allemagne/613> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/Allemagne.613>

Frédéric STROH et Peter M. QUADFLIEG (dir.), *L'incorporation de force dans les territoires annexés par le III^e Reich / Die Zwangsrekrutierung in den vom Dritten Reich annektierten Gebieten. 1939-1945, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 228 p.*

Cet ouvrage constitue les actes des journées d'études tenues, les 5 et 6 octobre 2012, à la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace et au Mémorial de l'Alsace-Lorraine de Schirmeck. Elles avaient pour thème l'«incorporation de force», dans les armées de l'Allemagne nazie, de jeunes gens originaires des territoires annexés de fait par celle-ci – c'est-à-dire illégalement aux yeux du droit international: l'Ouest de la Pologne et le Nord de la Slovaquie, les départements français du Haut et du Bas-Rhin ainsi que de la Moselle, le Grand-Duché de Luxembourg et la marge orientale de la Belgique. Le premier grand mérite de ce livre est de donner une dimension européenne à un sujet longtemps cantonné à l'histoire locale ou régionale. Les différentes contributions montrent ensuite l'hétérogénéité de l'incorporation de force et la complexité des situations individuelles. La deuxième partie enfin, en éclairant les processus mémoriels en œuvre dans chacun des pays concernés, aboutit à une déconstruction et à un dépassement des discours globalisants – aussi bien ceux auxquels les anciens incorporés de force furent confrontés que ceux qu'ils construisirent eux-mêmes.

Les territoires annexés se distinguaient par leurs statuts et leurs relations historiques et administratives à l'Allemagne: le Luxembourg était un État indépendant, l'Alsace-Moselle avait déjà connu l'alternance entre Paris et Berlin, la Basse-Styrie et la Haute-Carniole avaient appartenu à l'Autriche-Hongrie, etc. À l'intérieur même de ces territoires il y avait des différences. Parmi ceux arrachés à la Belgique, on distinguait les cantons d'Eupen-Malmédy, prussiens jusqu'au traité de Versailles, et les 10 communes germanophones de «vieille Belgique» qui, à l'époque contemporaine, n'avaient jamais appartenu au Reich. Cette diversité eut des répercussions sur l'ampleur de la mobilisation – 7 classes d'âge dans les 10 communes de «vieille Belgique» et au Luxembourg, 21 en Alsace, 39 dans certaines localités polonaises et dans les cantons d'Eupen-Malmédy – tout comme sur les modalités d'attribution de la nationalité allemande. Les Polonais classés dans la Deutsche Volksliste (DVL) 1 et 2 ainsi que les habitants d'Eupen-Malmédy reçurent la pleine citoyenneté alors que les Polonais de la DVL 3 ou les habitants des 10 communes se virent attribuer une citoyenneté «révocable» («auf Widerruf»).

Les incorporés de ces territoires ne réagirent pas de la même manière. En Slovaquie, 39 000 jeunes gens furent enrôlés dans les forces armées allemandes mais, rien qu'entre les mois d'avril et d'octobre 1944, presque 14 000 mobilisables rejoignirent les unités de partisans. Au Luxembourg, en Moselle ou en Alsace, près d'un incorporé sur cinq finit par désertier. En revanche seuls 26 des quelque 8 000 conscrits d'Eupen-Malmédy firent de même. Une proportion infime, comparable à celle des soldats du «Vieux Reich». Quant aux Polonais de la DVL 3, ils n'étaient pas forcément considérés comme des soldats de deuxième ordre. Certains rapports allemands vantaient même leur fiabilité et leur courage. Il semblerait donc que le qualificatif de «forcé» utilisé pour qualifier les incorporés des territoires annexés soit dans certains cas inadéquat, voire abusif. Entre le devoir de ne pas gonfler les rangs d'une armée ennemie et celui de servir un pays auquel on s'identifiait, il exista par ailleurs une vaste palette d'attitudes et de motivations.

Ces subtilités furent masquées, après la guerre, par le refoulement et la nécessité pour les anciens incorporés de force d'adapter leurs discours aux demandes de la

société et aux exigences de leur combat pour faire reconnaître leurs droits. Comme l'écrit Peter Quadflieg, la tragédie historique qui unit tous ces hommes («die verbindende, historische Tragik») réside dans le fait «dass diese Veteranen [...] sich nach dem Krieg einer durch die Befreiung patriotisch aufgeladenen Mehrheitsgesellschaft gegenübersehen und rechtfertigen mussten». Cela était vrai pour les incorporés de force d'Eupen, du Bas-Rhin ou bien de la Haute-Silésie orientale. Au Luxembourg, la situation était un peu différente parce que le pays tout entier avait été soumis au même régime d'occupation. Mais là aussi les anciens «enrôlés de force» avaient à cœur de faire reconnaître leurs sacrifices et réclamaient un statut similaire à celui des résistants. Afin de contrer les accusations de trahison, de défendre leurs intérêts et d'obtenir des réparations de la part de la République fédérale d'Allemagne, les associations qui se formèrent dès la libération dans les territoires occidentaux adoptèrent des discours victimaires et patriotiques qu'ils eurent tendance à unifier.

Dès 1945, l'accusation française au Tribunal international de Nuremberg avait déjà évoqué dans un même mouvement l'incorporation forcée au Luxembourg, en «Alsace-Lorraine» et dans l'Est de la Belgique. En 1963, les associations françaises, belges et luxembourgeoises s'unissaient au sein de la «Fédération internationale des victimes du nazisme enrôlées de force» et en septembre 1970, 14 000 de leurs adhérents se rassemblèrent à Colmar, en Alsace, dans le cadre de l'action «Justice aux Malgré-Nous». Cette situation tranche nettement avec celle qui prévalait dans les États communistes. En République populaire de Pologne, ils furent certes un temps reconnus comme des victimes de l'occupant mais dès 1954 toute expression publique et tout droit à indemnisation leur furent refusés. La situation était encore pire en République socialiste de Slovaquie où les anciens incorporés furent d'emblée considérés comme des collaborateurs, certes collectivement amnistiés en 1945, mais après cela toujours traités avec méfiance par les autorités yougoslaves. Quoi qu'il en soit, les discours consensuels de l'Ouest inhibèrent tout aussi efficacement la recherche historique que la damnation mémorielle à l'Est. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que des historiens ont, d'abord timidement, commencé à s'emparer du sujet.

Il s'avère que l'étude de l'incorporation de force et de son impact sur les sociétés concernées permet d'affiner l'analyse de l'emprise du Troisième Reich sur les territoires occupés ainsi que celle de la réceptivité des populations à ses politiques. Cet ouvrage nous laisse en effet entrevoir l'existence d'une variété de catégories intermédiaires, entre la résistance et la collaboration. Il invite aussi à prendre en compte la chronologie et à affiner le découpage en périodes distinctes. Il est notamment frappant de constater que partout, quelle que soit la date à laquelle fut introduit le service militaire obligatoire, les désertions n'ont pris un caractère massif qu'à partir du printemps 1943. Quelle qu'en soit l'explication, on peut au moins considérer qu'il s'agit là probablement d'une césure majeure au niveau européen. La multiplication de ces transgressions individuelles que constituent les désertions entraîna les sociétés concernées dans une dynamique transgressive. Des dizaines de milliers de déserteurs luxembourgeois, lorrains et alsaciens furent cachés et nourris dans leur région. Cela ne fut possible qu'avec l'appui et la complicité d'un nombre croissant de compatriotes. Combien de personnes qui s'étaient soumises au nouvel ordre, au début de la guerre, purent au moment de l'épuration faire valoir l'aide apportée plus tard à un réfractaire ?

La politique d'incorporation forcée du Reich est enfin riche d'enseignements sur la nature de l'idéologie raciale et de l'État nationaux-socialistes. Les territoires abordés dans le livre ont tous la particularité d'avoir été soumis à l'administration d'un Gauleiter. Plutôt qu'à l'Allemagne ils furent en quelque sorte annexés par le parti nazi,

devenant des laboratoires où celui-ci exerçait un pouvoir absolu, sans être entravé par les institutions héritées de Weimar ou du Reich wilhelmien. Leur statut inédit aussi bien du point de vue du droit international que de celui du droit allemand montre que le Troisième Reich n'était pas un État-nation. Alors que ce dernier se caractérise par la recherche de frontières claires, l'adhésion populaire, la dichotomie citoyens/étrangers, l'assimilation ou l'exclusion des minorités, l'État-nazi concevait au contraire la frontière comme un espace mouvant et se réservait le droit d'étendre ou de restreindre à sa guise l'étendue de la Volksgemeinschaft.

La Deutsche Volksliste (DVL) qui hiérarchisait les «Volksdeutsche» des territoires polonais annexés selon leur degré de «conscience raciale» – et qui fut aussi introduite au Luxembourg sous le nom de Volkstumskartei – en est la meilleure illustration. Les effectifs de ses catégories dépendaient des objectifs des différents Gauleiters. Dans le Wartheland, Arthur Greiser, soucieux d'éradiquer tout ce qui était polonais, avait fait en sorte de limiter le nombre de personnes à inscrire dans la DVL 3 et 4. En Haute-Silésie et en Prusse occidentale, Fritz Bracht et Albert Forster avaient au contraire veillé à ce que ces catégories réunissent le plus de monde possible, l'un parce qu'il voulait ainsi démontrer le succès de sa politique de germanisation, l'autre parce qu'il ne voulait pas priver de main-d'œuvre sa région industrielle. Après les revers militaires de 1943 sur le Front Est, la DVL 4 fut finalement abandonnée au profit de la DVL 3. Cela montre à quel point les critères définissant l'appartenance à la «race» allemande étaient souples et dépendaient d'objectifs politiques tout comme d'impératifs militaires changeants. Après tout, connaît-on des cas de soldats, de fonctionnaires ou de cadres du parti nazi d'ascendance huguenote ou polonaise de la Ruhr inquiétés en raison de leurs origines?

Vincent ARTUSO